

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSG INDUSTRIE

ZI Route de Tours
36500 Buzançais

Références : VAT20250573
Code AIOT : 0010000591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement PSG INDUSTRIE implanté ZI Route de Tours 36500 Buzançais. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSG INDUSTRIE
- ZI Route de Tours 36500 Buzançais
- Code AIOT : 0010000591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement a pour activité principale le traitement de surfaces.

- Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 1998 puis par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 26 octobre 2005, du 11 décembre 2007 et 30 juin 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative - installation à l'arrêt	Code de l'environnement du 02/10/2025, article R. 512-66-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Surveillance des effluents - périodicité des mesures et paramètres	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.4.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Points de rejets caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2.2.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Programme de surveillance rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/06/2015, article 2.3.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	électriques	du 21/10/1998, article 3.5.4.5		
4	Situation administrative rubrique 2566	Code de l'environnement du 02/10/2025, article Article L513-1	/	Sans objet
5	Valeur limites du rejet - paramètre pH	AP Complémentaire du 11/12/2007, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Ruissellement des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	Susceptible de suites	Sans objet
9	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	/	Sans objet
12	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2.3.1	/	Sans objet
13	registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
14	déclaration à trackdéchets	Code de l'environnement du 02/10/2025, article R541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 30/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément aux normes françaises qui lui sont applicables.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.

AMPG du 30/06/2006 - article 5

III- Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.

« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Constats :

Lors de la visite du 30 juin 2022, l'inspection avait constaté que l'installation électrique présentait des risques potentiels d'incendie ou d'explosion, conformément au document Q18 établi à la suite de l'intervention des 14 et 15 septembre 2021.

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques relatif à l'intervention du 7 octobre 2024. Les écarts mentionnés dans ce rapport concernent uniquement les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES). Dans un courriel du 6 novembre 2025, l'exploitant fourni le rapport de conformité électrique annoté indiquant que la correction des écarts sur les BAES en date du 29 septembre 2025.

Le document Q18, établi à l'issue de cette visite et sur la base du rapport du 7 octobre 2024, conclut que l'installation ne présente plus de risques d'incendie ou d'explosion.

Le précédent écart est soldé

L'inspection consulte également le rapport de vérification selon le référentiel APSAD19 réalisé le 12 décembre 2024. Le Q19 conclut à une installation en bon état.

Les 2 écarts relevés ont été corrigés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative - installation à l'arrêt

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article R. 512-66-1

Thème(s) : Situation administrative, Installations de trempe et recuit

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise

<p>les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant indique que l'activité classée sous la rubrique 2561 à déclaration avec contrôles périodiques est arrêtée et qu'une partie des équipements a été démantelée.</p> <p>L'inspection constate lors de la visite des ateliers que les équipements encore sur place ne sont plus en service.</p> <p>En l'absence de libération des terrains, l'inspection rappelle que l'exploitant peut notifier au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur (R. 512-39).</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas notifié au préfet l'arrêt de son activité classée sous la rubrique 2561 à déclaration avec contrôles périodiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Zones de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible</p>

<p>fréquence et de courte durée.</p> <p>Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 30 juin 2022, l'exploitant explique qu'un état des lieux a été effectué à ce sujet et a mené à la conclusion que l'établissement ne recensait pas de potentielles zones de danger et qu'il n'y avait donc pas de plan définissant ces zones de dangers. Il précise ne pas avoir à disposition l'étude des dangers initiale déposée en préfecture lors de la demande d'autorisation.</p> <p>Le constat suivant est formulé : Les potentielles zones de danger de l'établissement ne sont pas recensées. L'exploitant fournira une étude de dangers à jour de son site afin de déterminer ces zones de danger.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir consulté l'étude de danger réalisée en 1997 mais ne pas avoir depuis défini des zones de danger.</p> <p>L'inspection rappelle qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de définir ces zones. Il devra notamment pour définir ces zones lister les produits utilisés sur les installations de traitement de surface et le caractère inflammable de ces produits et répertoriées les zones avec un risque ATEX lié par exemple à l'utilisation de gaz naturel (four, chaudière...). Il pourra utilement reprendre l'étude de danger listant un certain nombre de risque présent dans l'installation.</p> <p>L'écart est reconduit : Les potentielles zones de danger de l'établissement ne sont pas définies et reportées sur un plan.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Situation administrative rubrique 2566

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article Article L513-1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2566</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p>
<p>Constats :</p>

L'installation est équipée d'un four classé sous la rubrique 2566 décapage thermique à autorisation avec une puissance de 404 KW dans l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1998.

Le classement sous cette rubrique est à ce jour fonction de la capacité en litres du four. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les caractéristiques techniques du four et ainsi son classement sous cette rubrique.

Dans son courrier du 6 novembre 2025, l'exploitant indique que le volume du four de traitement est de 4 500 litres, le classement du site reste inchangé.

Le constat formulé pendant la visite est levé (L'exploitant n'a pas notifié au préfet son classement sous la rubrique 2566 en fonction de la capacité en litres de son four)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeur limites du rejet - paramètre pH

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2007, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites du rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques figurant dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11/12/2007:
- Ph compris entre 6.5 et 8.5

Constats :

Lors de la précédente visite du 30 juin 2022, l'inspection constate que les rejets de la station de traitement des effluents industriels présentent un dépassement de la valeur limite de rejet du pH.

Pour la présente visite, l'inspection consulte les déclarations GIDAF de 2025 et les valeurs du pH relevées. Par échantillonnage, l'inspection constate l'absence de dépassement pour les mois de janvier, février, mars et août 2025.

L'exploitant indique que des modifications ont été réalisées dans la station de traitement des eaux industrielles avec une modification de la ph-métrie en début de station.

Le précédent écart est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des effluents -périodicité des mesures et paramètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 3.1.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 98- E-3582 du 21 octobre 1998, relatives aux valeurs limites d'émission associées aux rejets liquides de l'établissement, sont remplacées par :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limités et caractéristiques suivantes :

- Température : 30°C
- PH: compris entre 6,5 et 8,5
- [...]
- Volume maximal sur 24 h : 96 m3
- Volume maximal instantané : 4 m3/h

Chrome 6+

Chrome 3+

Cd

Ni

Cu

Zn

Fe

Al

Pb

Sn

MES

Cn

F
Nitrites
P
Hydrocarbures
total métaux
Azote Global
AOX

AMPG 30/06/2006 - article 20 définissant les valeurs limites d'émission en concentration
AMPG 30/06/2006 - article 34

II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

[...]

III. [...]

Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

Constats :

L'inspection consulte le bilan 24h sur les rejets d'eaux du site PSG réalisés du 18 au 19 juin 2025.

Sont mesurés les paramètres suivants:

Débit = 19 m3/j

pH = 8,4

conductivité = 281 microS/cm

T°C = 7,9°C

MES = 7 mg/l

DCO = 71 mg/l

DBO5 = 20 mg/l

Orthophosphates = 3,25 mg/l

Phosphore = 1,74 mg/l

Chrome < 50 microg/l

Fer < 50 microg/l

Nickel = 773 microg/l

Zinc = 0,11 mg/l

Indice hydrocarbures < 0,05 mg/l

Chrome hexavalent = 18 microg/l

Ce document présente l'historique des mesures réalisées sur les trimestres précédents.

L'inspection ne constate pas d'écart concernant les VLE des paramètres mesurés. Les VLE ont été regardées selon les valeurs les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Cependant l'ensemble des paramètres n'est pas mesuré conformément à l'Arrêté d'autorisation.

Constat: L'ensemble des paramètres n'est pas mesuré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Ruissellement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Ruissellement des eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

Constats :

Lors de la précédente visite du 30 juin 2022, l'inspection note un écart sur la prescription ci-dessus.

Il s'avère que l'article 42 de l'arrêté ministériel précise que les dispositions du I de l'article 3 et de l'article 8 ne sont pas applicables aux installations ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée antérieurement au 1er octobre 2006. Toutefois, si les modifications ou extensions d'installations ont nécessité la construction de nouveaux bâtiments, le I de l'article 3 s'applique à ces nouveaux bâtiments.

La présente installation entre dans le cas des installations ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée antérieurement au 1er octobre 2006, la prescription n'est pas applicable.

L'écart de la précédente visite n'est pas reconduit.

La question de la gestion des eaux pluviales du site est reprise dans un autre point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Les réseaux Ei et Er susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement d'une capacité minimum de 160 m3.

Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

[...]

Constats :

Le site PSG dispose d'un bassin de confinement commun avec les sites GMC et Chimicolor.

Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence de ce bassin et sa disponibilité.

L'exploitant présente un plan des réseaux eaux pluviales du site PSG sans pouvoir justifier du cheminement de ces eaux vers le bassin de confinement.

Constat: L'exploitant ne peut pas justifier du raccordement des eaux pluviales et des eaux industrielles traitées au bassin de confinement en l'absence de plan des réseaux complets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Captation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Captation des émissions

Prescription contrôlée :

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

APC 30 juin 2015: article 2.1.1 Captation

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Constats :

La chaîne de traitement de surface et la chaîne de cataphorèse sont constituées de plusieurs tunnels pourvus de cheminées d'extraction.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Points de rejets caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets caractéristiques

Prescription contrôlée :

[...]

Vitesse minimale d'éjection des gaz 8 m/s

<p>Constats :</p> <p>Document consulté: dernier rapport de mesure datant de 2022 Chaîne de cataphorèse intervention du 12/09/2022 au 13/09/2022, 9 conduits</p> <p>INSTALLATION : CHAÎNE DE CATAPHORÈSE-</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduit 1 : Vitesse à l'éjection 0,444 m/s - Conduit 2 : Vitesse à l'éjection 1,33 m/s - Conduit 3 : Vitesse à l'éjection 11,3 m/s - Conduit 4 : Vitesse à l'éjection 10,1 m/s - Conduit 5 : Vitesse à l'éjection 10,1 m/s - Conduit 6 : Vitesse à l'éjection 1,31 m/s - Conduit 7 : Vitesse à l'éjection 0,445 m/s - Conduit 8 : Vitesse à l'éjection 4,31 m/s - Conduit 9 : Vitesse à l'éjection 12,5 m/s <p>Constat: Les vitesses minimales d'éjection ne sont pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

<p>N° 11 : Programme de surveillance rejets atmosphériques</p>
<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2015, article 2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les paramètres figurant dans les tableaux de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2015, l'exploitant fait réaliser des mesures par un organisme agréé ou accrédité, selon les fréquences indiquées.</p>

Article 35 de l'arrêté du 30 juin 2006 (traitement de surface)

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

[...]

les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, **est réalisée au moins une fois par an** selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.

Constats :

Document consulté: dernier rapport de mesure datant de 2022.

Les mesures sur la chaîne de cataphorèse sont à réaliser tous les ans.

Constat: La fréquence de surveillance des rejets atmosphériques n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère après traitement éventuel (et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants) sont, pour chaque installation mentionnée, respectivement inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux qui suivent.

Constats :

L'inspection consulte le rapport de contrôle des émissions atmosphériques de la chaîne de cataphorèse du 12/12/2022 pour une intervention du 12/09 au 13/09/2022.

Pour la partie traitement de surface conduit N°1 à 4, par échantillonnage l'inspection vérifie les conduits 1 et 2.

Chaîne de cataphorèse - conduit N° 1 à 4:

Poussières :

N°1 concentration 0,0583 mg/Nm³ < 30 mg/Nm³ // flux 0,0101 g/h < 60 g/h

N°2 concentration 1,51 mg/Nm³ < 30 mg/Nm³ // flux 0,787 g/h < 60 g/h

Acidité (H⁺):

N°1 concentration 0 mg/Nm³ < 0,5 mg/Nm³ // flux 0 g/h < 1g/h

N°2 concentration 0 mg/Nm³ < 0,5 mg/Nm³ // flux 0 g/h < 1g/h

Alcalinité (OH⁻) :

N°1 concentration 0 mg/Nm³ < 10 mg/Nm³ // flux 0 g/h < 20 g/h

N°2 concentration 0 mg/Nm³ < 10 mg/Nm³ // flux 0 g/h < 20 g/h

Cr total :

N°1 concentration 0,000446 mg/Nm³ < 1 mg/Nm³ // flux 0,0772 mg/h < 2000 mg/h

N°2 concentration 0,000480 mg/Nm³ < 1 mg/Nm³ // flux 0,249 mg/h < 2000 mg/h

Cr VI :

N°1 concentration 0,000204 mg/Nm³ < 0,1 mg/Nm³ // flux 0,0354 g/h < 0,2 g/h

N°2 concentration 0 mg/Nm³ < 0,1 mg/Nm³ // flux 0 g/h < 0,2 g/h

Cu :

N°1 concentration 0,000693 mg/Nm³ // flux 0,120 mg/h

N°2 concentration 0,00148 mg/Nm³ // flux 0,769 mg/h

Mn :

N°1 concentration 0,000459 mg/Nm³ // flux 0,0746 g/h

N°2 concentration 0,00228 mg/Nm³ // flux 0,00119 g/h

Ni :

N°1 concentration 0,000162 mg/Nm³ < 5 mg/Nm³ // flux 0,0281 mg/h < 10 000 mg/h

N°2 concentration 0,000222 mg/Nm³ < 5 mg/Nm³ // flux 0,115 mg/h < 10 000 mg/h

Zn :

N°1 concentration 0,0469 mg/Nm³ < 1 mg/Nm³ // flux 0,00812 g/h < 2 g/h

N°2 concentration 0,105 mg/Nm³ < 1 mg/Nm³ // flux 0,0548 g/h < 2 g/h

Pour la partie traitement de surface le rapport conclut au respect des VLE sauf pour les vitesses d'éjection (constats repris dans point précédent) et pour les débits du conduit N°3 et N°4. Les

flux étant respectés par ailleurs, l'écart sur les débits n'est pas repris dans l'attente d'une réflexion sur les vitesses d'éjection.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, registre déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :
[...]

Constats :

Concernant les déchets dangereux, l'exploitant indique utilisé l'application trackdéchets pour constituer son registre.

L'extraction faite du registre par l'inspection en date du 24/09/25 indique l'enlèvement des déchets suivants:

- 11 01 13* déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses
- 11 01 08* boues de phosphatation
- 12 01 16* résines échangeuses d'ions saturées ou usées
- 11 01 09* boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses

Ces déchets correspondent à l'activité du site.

L'inspection demande à consulter le BSD N° E9AT3AWZ

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : déclaration à trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article R541-45

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration à trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de

petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'inspection constate l'utilisation de trackdéchets.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite